

DECLARATION CONJOINTE DES MAGISTRATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES

Nous souhaitons, par-dessus tout, affirmer que nous avons conscience de l'importance de ces procès pour le peuple cambodgien. Nous ressentons avec force la lourde responsabilité qui est la nôtre de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mener à bien ce travail essentiel.

En tant que magistrats nationaux et internationaux, nous nous sommes réunis en Assemblée plénière au cours des six derniers jours. Nous sommes tous fermement déterminés à atteindre l'objectif que nous nous étions fixé d'établir une base solide pour les procès à venir. Personne ne souhaite que ces procès si longtemps attendus soient retardés.

Cependant, nous regrettons de devoir annoncer que nous n'avons pas été en mesure d'adopter le projet de Règlement intérieur des Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens.

Les règles sur lesquelles nous avons travaillé sont nécessaires, en ce qu'elles doivent constituer le soubassement procédural indispensable à chaque étape du procès: l'enquête préliminaire, l'instruction, l'audience de jugement et l'appel. Elles délimitent également le rôle de toutes les parties, des co-procureurs, de la défense et des victimes.

Le projet que nous avons examiné comportait plus de 110 règles et des centaines de paragraphes. Ce projet a été diffusé sur notre site Internet en vue de commentaires. Nous avons reçu de nombreuses observations et suggestions de la part d'ONG, de juristes et autres observateurs du monde entier.

Au cours de cette Assemblée plénière, nous avons discuté de questions générales et nous avons eu le temps d'aborder en détail environ un tiers des Règles proposées. Nous avons fait le constat que la tâche qui nous était confiée était irréalisable en une semaine.



Nous avons également constaté qu'il existait, entre nous, un certain nombre de divergences de fond. En particulier, nous avons constaté qu'il y avait, en l'état, désaccord sur plusieurs questions fondamentales, parmi lesquelles:

- la façon de concilier le droit cambodgien et les normes internationales,
- le rôle du Groupe d'appui à la Défense, et notamment les modalités de sélection des avocats,
- le rôle des co-Procureurs et les conséquences sur la procédure de vote,
- le fonctionnement des Chambres Extraordinaires au sein de l'organisation judiciaire cambodgienne.

Par ailleurs, nous n'avons pas encore pu examiner en détail certaines questions essentielles, en particulier le rôle des victimes et les droits des parties civiles.

Un comité va continuer à travailler jusqu'à la prochaine Assemblée plénière, afin d'ouvrir la voie vers la résolution de nos divergences.

Bien que ce processus constitue un réel défi, nous, magistrats, sommes déterminés à faire de notre mieux pour résoudre ces problèmes, dans toute la mesure du possible. Nous sommes conscients de l'importance de notre travail destiné à apporter la justice au peuple cambodgien pour des crimes commis il y a presque trente ans et ainsi à contribuer au renforcement de l'harmonie sociale.

